



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Cabinet

Le Mans, le

17 OCT. 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus sur les marchés publics de plein air du département, les brocantes et vide-greniers

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique, notamment son article L 3136-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

VU le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU le décret du Président de la République du 5 février 2020 nommant M. Patrick DALLENNES, Préfet de la Sarthe ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDÉRANT l'évolution de la situation épidémique dans le département de la Sarthe, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets sur la santé publique ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1er du décret n°2020-1262 susvisé : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet du département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

CONSIDÉRANT que le virus affecte particulièrement le territoire de la Sarthe, plusieurs foyers épidémiques y ayant été recensés au cours des dernières semaines ;

CONSIDÉRANT les derniers taux d'incidence et de positivité du département de la Sarthe ;

CONSIDÉRANT que les marchés de plein air, les brocantes et les vide-greniers peuvent se traduire par une forte affluence de piétons et un brassage important de population rendant parfois difficile le respect des mesures de distanciation physique ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de la Sarthe de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

ARRÊTE

Article 1 : A compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe et jusqu'au 5 novembre 2020 inclus, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus, sur les marchés publics de plein air, les brocantes et vide-greniers du département.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

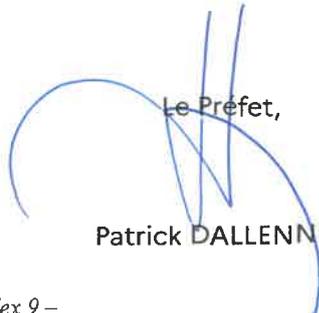
Article 3 : Les dispositions du présent arrêté font l'objet d'une évaluation régulière et seront adaptées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L3136-1 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera transmis au procureur de la République du Mans.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, la sous-préfète de l'arrondissement de Mamers, le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe, le directeur départemental de la sécurité publique et les maires des communes de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,

Patrick DALLENNES

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit :

-Un recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Monsieur le Préfet de la Sarthe
Direction des Sécurités
Place Aristide Briand 72041 LE MANS cedex 9

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

-Un recours hiérarchique auprès du : Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée. Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le Tribunal Administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette - CS 24111 - 44041 Nantes cedex

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr
Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative.

DIRECTION GENERALE

Date MAJ : 12/10/20

Faisant suite à la demande du Préfet de la Sarthe du 12 octobre 2020 qui sollicite l'avis de l'Agence Régionale de Santé des Pays-de-la-Loire, l'ARS Pays de la Loire apporte les précisions suivantes.

Les indicateurs épidémiologiques publiés par Santé Publique France confirment une circulation très active du virus dans le département de la Sarthe.

Au 12 octobre 2020 (données SIDEP validées au 9 octobre), le taux d'incidence en Sarthe est de 91,4 cas positifs / 100 000 habitants. Depuis le 8 septembre, cet indicateur est repassé au-dessus du seuil d'alerte et est globalement dans une tendance à l'augmentation.

A la même date, le taux de positivité est de 7,4% avec une tendance à la hausse.

Le nombre de tests positifs quotidien (en moyenne glissante sur 7j consécutifs) est, lui aussi, à la hausse avec 60 tests positifs / j. En comparaison, lors de la période post-déconfinement (mai – juin – juillet), nous étions entre 1 à 5 tests positifs / j.

Pour rappel, la Sarthe est classée en vulnérabilité élevée par Santé publique France depuis le 20 août et a été inscrite en zone de circulation active du virus (annexe 2 du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié).

D'après la nouvelle classification des territoires inscrits en ZCA présenté par le Ministre de la Santé le 23 septembre dernier, le département de la Sarthe est en zone « Alerte ».

La situation épidémiologique s'est de nouveau dégradée sur les 10 derniers jours avec un taux d'incidence qui est passé de 60,2 à 91,4. La vigilance doit être maintenue pour casser dès à présent les chaînes de transmission du virus, notamment en préconisant de nouvelles mesures d'ordre public ou la prolongation de celles déjà existantes.

Il est donc préconisé les mesures suivantes :

- Interdiction sur l'ensemble du département de la Sarthe des rassemblements festifs ou familiaux de plus de 30 personnes dans tous les ERP, et notamment dans les ERP de type L, (salles des fêtes, salles polyvalentes) et les ERP de type CTS (capitaux, tentes et structures) ;
- Obligation faite aux exploitants d'ERP de type L, X, PA ou CTS sur l'ensemble du département de la Sarthe de réaliser une déclaration préalable dès lors que le public attendu est d'au moins 1000 personnes;
- Obligation sur l'ensemble du département du port du masque de protection pour les personnes de onze ans et plus sur les marchés de plein air, brocantes et vide-greniers ;
- Obligation du port du masque de protection pour les personnes de onze ans et plus sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public dans les lieux publics sur les communes suivantes :

Code postal	Commune principale	Taux de positivité	Taux d'incidence (pour 100 000 habitants)
72000	LE MANS	5,4%	94
72140	SILLE LE GUILLAUME	10,2%	133
72150	LE GRAND-LUCE	11,1%	191
72190	COULAINES	3,6%	59
72200	LA FLECHE	5,7%	66
72210	LA SUZE-SUR-SARTHE	5,7%	82
72230	ARNAGE	11,0%	179
72300	SABLE-SUR-SARTHE	5,3%	95
72380	SAINT JAMME SUR SARTHE	7,6%	138
72400	LA FERTE-BERNARD	14,6%	89
72460	SAVIGNE L'EVEQUE	6,5%	77
72550	COULANS SUR GEE	6,9%	104
72560	CHANGE	5,8%	77
72700	ALLONNES	3,5%	61

Ces préconisations concernant les mesures d'ordre public seront mises à jour en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Le Directeur Général



Jean-Jacques COIPLÉ